



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

Le gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane : le RPF sous l'oeil de Jacques Foccart / Sylvain Mary
éd. l'Harmattan, 2013
cote : 59.688

Fondé par le général de Gaulle le 14 avril 1947 et officiellement dissous (ou mis en sommeil) par le Général le 13 septembre 1955, le Rassemblement du Peuple Français ne connut qu'une assez brève existence. Le général de Gaulle lui-même qualifia l'expérience de: *demi-succès ou demi-échec*. Mais De Gaulle n'avait rien d'un chef de parti et il semble s'être assez tôt désolidarisé des destinées du mouvement qu'il avait fondé. Le RPF fut pourtant sous la Quatrième République un grand parti d'opposition, (bien qu'il se défendit d'être un parti) talonnant parfois le parti communiste. Le programme du Rassemblement peut se résumer en quelques mots: opposition irréductible à la constitution de la Quatrième république, retour du général de Gaulle à la tête de l'Etat, adoption d'une constitution inspirée par le discours de Bayeux de 1946.

Bon spécialiste des départements d'outre-mer, Sylvain Mary a entrepris de retracer l'implantation et l'existence du RPF aux Antilles et en Guyane.

Ces jeunes départements (puisque la loi départementalisant les quatre vieilles colonies avait été votée le 19 mars 1946) ne constituaient pas un terreau très favorable à l'épanouissement d'une telle formation et l'auteur le reconnaît dès la p.23. C'est à la première constituante, assemblée la plus à gauche que les Français aient jamais élue, que les Antillais et les Guyanais devaient (tout comme les Réunionnais) leur départementalisation, ce qui les rendait peu réceptifs à l'avènement d'une telle forme de pensée, généralement classée, à tort ou à raison, à droite sur l'échiquier politique. Il existait aux îles, depuis 1848 et l'abolition de l'esclavage, une tradition républicaine intransigeante, illustrée par de grands orateurs comme Légitimus ou Monnerville. Le personnage de Jacques Foccart, délégué du mouvement gaulliste pour l'outre-mer, est évoqué pages 76 et suivantes. Foccart avait des attaches en Guadeloupe puisque sa mère appartenait à une grande famille créole et que son père fut un temps maire de Gourbeyre. Lui-même y avait vécu pendant quelques années de sa petite enfance. *L'homme de l'ombre*, pour reprendre un cliché qui a trop servi, aimait à s'entourer de mystère mais il entretenait une correspondance active avec de nombreuses relations aux Antilles et notamment avec Eugénie Eboué. Il avait aussi des informateurs sur place, notamment des militaires parmi lesquels quelques officiers et un sergent-chef du nom de Muller qui compromit sa carrière du fait de son engagement politique. Cette abondante correspondance a été bien exploitée par l'auteur. C'est à Foccart que l'on doit l'implantation relativement importante du RPF en Guadeloupe, alors qu'elle fut nettement plus faible en



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

Martinique. En Guyane, qui était pourtant le département d'origine de la famille Eboué, l'électorat était traditionnellement divisé entre les deux camps de René Jadfard et de Pierre Monnerville. La colonie avait eu de grands résistants dont l'un Roger Wachtenheim avait réussi en 1941 à faire passer au Surinam 200 hommes (dont d'anciens bagnards) qui avaient pu rejoindre la France Libre. Les résultats électoraux du RPF en Guyane restèrent assez modestes sauf dans la petite bourgade de Saint Laurent du Maroni dont le maire gaulliste Joseph Symphorien, parvint à faire élire le député RPF Edouard Gaumont.

La loi de départementalisation n'avait pas transformé les structures du jour au lendemain et de nombreuses mesures restaient à adopter pour parvenir à l'assimilation complète des départements d'outre-mer. La législation sociale, les lois électorales, le régime foncier (bail à colonat) celui de la conscription militaire étaient différents de ceux de la métropole. Même les billets de banque étaient différents. Si l'on excepte quelques interpellations du député Tirolien, le RPF ne se signala pas par une très grande ardeur à liquider ces séquelles du passé colonial.

Quelques acteurs de la vie politique antillaise sont bien campés parmi lesquels Eugénie Eboué-Tell, veuve du gouverneur général, venue de la SFIO et cheville ouvrière du gaullisme guadeloupéen. Députée aux deux constituantes, sénatrice de 1946 à 1952, elle sera ensuite conseillère de l'Union Française jusqu'en 1958. On aurait aimé en savoir plus sur le député Furcie Tirolien, instituteur ambitieux qui avait commencé sa carrière dans la petite école de Morne Lolo à Grand Bourg de Marie-Galante. Il ne tarda pas à s'imposer en politique dans cette île où il fut élu maire de Grand Bourg dès 1922 et conseiller général en 1926 sous les couleurs du parti radical. Grand défenseur du paysannat et adversaire des usiniers, il était parvenu à améliorer la condition de ses administrés à tel point qu'on l'avait qualifié de dictateur de Marie-Galante, son île natale. Quelles furent les motivations de son ralliement au RPF? Révoqué par Vichy, il avait appartenu à un réseau de résistance, ce qui lui avait valu la médaille de la Résistance. Après la guerre il fut président du conseil général de 1946 à 1951 et représenta la Guadeloupe au Palais-Bourbon de 1951 à 1958. Et comme d'autres compagnons de la traversée du désert, il disparut de la scène politique en 1958.

Sans être la règle, les cas de ralliement de vichystes au RPF ne furent pas rares. En Martinique, l'évêque Varin de la Brunelière, de la congrégation du Saint-Esprit, naguère ferme soutien de la Révolution Nationale, se signala à partir de 1947 par sa bienveillance ouverte pour le parti gaulliste. Le riche usinier Gabriel Hayot, d'une grande famille de Békés (*Blancs Pays*), nommé maire de Trois-îlets par l'amiral Robert en remplacement d'un édile révoqué, parvint à se faire élire en 1945 et se rallia au RPF.

Le cas très original de Saint-Martin est évoqué p.169: cette commune et canton, dans les dépendances nord de la Guadeloupe, avait connu une histoire singulière. La population est majoritairement anglophone et la famille créole Fleming dominait la vie politique locale depuis des générations. Personnage haut en couleur, Louis-Constant Fleming, dit le *big man*, maire du Marigot (l'unique commune) de 1928 à 1949, propriétaire de l'îlot Tintamarre, s'était enrichi dans la contrebande au temps de la prohibition. Il se rallia au RPF en 1947 et fut à sa mort en 1949 remplacé par son frère Hughes-Elie. Il s'agissait d'une adhésion de pure forme,



Académie des sciences d'outre-mer

tant la culture gaulliste était étrangère aux habitants de Saint-Martin, île anglophone partagée entre la France et les Pays-Bas.

Aux Antilles et en Guyane la formation gaulliste se heurta aux mêmes embûches qu'en Métropole: notamment l'ostracisme des autres partis politiques qui tendaient à la marginaliser, dénonçant les prétendues aspirations dictatoriales du général de Gaulle. L'existence d'un service d'ordre musclé, recruté dans le sous-prolétariat, voire dans la pègre, ne fit que la déconsidérer.

On lira aux pages 159-178, une intéressante étude sur la sociologie des militants RPF, appelés ici *compagnons*. Si la petite et moyenne bourgeoisie était nettement mieux représentée dans ses instances dirigeantes que dans celles des autres partis, rien ne permet de dépeindre le RPF comme une formation d'extrême droite à la solde des usiniers et du grand capital, comme les communistes l'en accusaient. Les familles de grands planteurs créoles montraient certes des sympathies pour le Rassemblement mais celles-ci n'allaient pas jusqu'à l'engagement militant et ne semblent pas s'être traduites par un mécénat substantiel. Les militants se recrutaient pour l'essentiel parmi les citoyens appartenant aux classes moyennes ou aisées. Le monde ouvrier et le paysannat étaient très faiblement représentés. Les fonctionnaires et militaires métropolitains étaient en nombre appréciable et n'entretenaient pas d'excellentes relations avec les autochtones auxquels ils reprochaient leur indolence. De plus certains éléments de la culture créole et en particulier le *quimbois* (forme locale du Vaudou) les déconcertaient. De leur côté, Antillais et Guyanais se méfiaient d'eux. Les tensions héritées de l'ère coloniale subsistaient, mais les gens de couleur n'étaient pas spécialement sous-représentés, quoi qu'il en ait été prétendu à tort.

De cette histoire politique dont l'auteur a su démêler l'écheveau extrêmement embrouillé, l'on ne peut que tirer la conclusion qui s'impose d'elle-même: le RPF aspirait à devenir un mouvement de masse et ce but n'a pas été atteint: il ne pouvait l'être aux Antilles ni en Guyane en raison de la culture politique particulière des départements d'outre-mer, marquée par le clientélisme et l'influence des notabilités locales. Il est resté un parti de petits cadres, de fonctionnaires coloniaux auxquels se joignaient quelques notables locaux, Il avait en partie pris la relève du radicalisme à la différence qu'il n'a exercé qu'une influence limitée. La popularité du général de Gaulle outre-mer était immense mais elle ne bénéficiait pas à la formation politique qu'il avait créée et un temps dirigée, et dont il semble s'être progressivement désintéressé.

Qu'il nous soit permis de relever quelques erreurs de détail: Le nom du sénateur Henry Bérenger ne s'écrit pas Béranger, l'amiral Robert, proconsul de Vichy aux Antilles, n'avait pas le titre de haut-commissaire de la République mais celui de haut-commissaire de France (ou de l'Etat français) puisque le terme de république était alors proscrit. Les documents en annexe sont intéressants, la bibliographie est détaillée et l'index rendra de grands services.

Jean Martin